

CIBLE

Urgences

Le gouvernement nippon envisage de nationaliser la compagnie Tepco, qui exploite la centrale nucléaire de Fukushima. L'intention est excellente, il faut passer à l'acte et nous devrions en France revenir d'urgence au monopole public de la production de gaz et d'électricité : le contrôle de l'État est indispensable pour éviter que des entreprises fassent des économies au détriment de la sécurité.

Le gouvernement irlandais a pour sa part achevé le 31 mars la nationalisation du secteur bancaire national, qui est totalement naufragé. Initiative non moins justifiée mais qui aurait dû être prise avant le désastre financier. En France, l'État ferait bien d'anticiper une nouvelle crise, inéluctable, en prenant le contrôle complet des établissements financiers – ce qui permettrait de nettoyer les bilans, de punir les coupables de malversations, de résoudre partiellement le problème de la dette, d'arrêter la spéculation, de financer les investissements industriels et de traiter correctement les déposants.

Qu'en pensent les socialistes ?

SERVICES PUBLICS

Pourquoi les défendre

Europe

**Pacte de
régression**

p. 3

Budget

**Le déficit
utile**

p. 4

La banalité des malfaisants

Le séisme et la catastrophe nucléaire au Japon, la guerre de Libye, les élections cantonales et l'obsédante Marine le Pen achèvent de plonger dans la banalité des comportements qui devraient faire scandale.

Nombre de commentateurs ont souligné que Nicolas Sarkozy avait perdu son autorité sur ses affidés entre les deux tours des élections cantonales, les uns appelant à voter à gauche contre le Front national alors que la consigne officielle était de s'abstenir en cas de duel entre la gauche et l'extrême droite. Mais à ma connaissance personne ne s'est étonné que celui qui devrait être le président de tous les Français convoque les hommes de son clan à l'Élysée et donne des consignes.

Ce comportement montre que Nicolas Sarkozy est bien un président supposé, qui ignore délibérément sa fonction constitutionnelle et qui n'est, somme toute, que le patron (contesté) de l'UMP. Le fait est connu, mais il importe de le relever. Non pour en rajouter dans l'antisarkozysme primaire, mais pour rappeler que la pratique constitutionnelle n'a rien à voir avec ce

qui se passe depuis l'élection de 2007. Qu'on ne vienne pas nous dire que la Constitution de la V^e République est à jeter aux poubelles de l'histoire parce qu'elle autorise des dérives autocratiques. Elle ne les autorise pas.

Autre constat, stupéfiant, mais qui n'a pas fait l'objet de la moindre réplique scandalisée : alors que la France vient de s'engager dans une nouvelle guerre, celui qui est désigné par la Constitution comme le chef des Armées s'occupe du résultat des élections cantonales en général et dans le département des Hauts-de-Seine en particulier où son fils tente de se tailler un fief. Les militaires en opération doivent apprécier ! Mais ce n'est pas le ministre de la Défense qui leur donnera des explications car Gérard Longuet est d'une totale dis-cré-tion depuis son entrée en fonction. Et comme le Parlement n'a pas voté la guerre mais s'est contenté d'un simple débat avant de retourner

aux affaires courantes, ce n'est pas du côté de la représentation nationale qu'on entendra l'écho d'une réaction.

Autre aspect de la vie politique qui est tombé dans la banalité : le déshonneur tranquille. Je vise tout particulièrement Alain Juppé, présenté comme l'homme fort du gouvernement, le gaulliste raisonnable, l'être supérieurement intelligent et distingué venu compenser les fougues et les vulgarités de Nicolas Sarkozy. Tiens donc ! L'homme fort a accepté sans démissionner d'être humilié par Nicolas Sarkozy, agissant en Libye avec Bernard-Henri Lévy sans le consulter. Le gaulliste – en fait le naufragé du gaullisme en compagnie de MM. Chirac et Balladur – a accepté sans démissionner que les opérations militaires passent sous le commandement de l'Otan. Et l'intellectuel distingué n'est rien d'autre qu'un politicien condamné le 30 janvier 2004 à dix-huit mois de prison avec

sursis et dix ans d'inéligibilité par le tribunal de Nanterre pour des motifs particulièrement infamants : « *Alain Juppé dans la quête de moyens humains lui apparaissant nécessaires pour l'action du RPR a délibérément fait le choix d'une certaine efficacité en recourant à des arrangements illégaux [...]* Que la nature des faits commis est insupportable au corps social comme contraire à la volonté générale exprimée par la loi ; qu'agissant ainsi, Alain Juppé a, alors qu'il était investi d'un mandat électif public, trompé la confiance du peuple souverain. [...] ». La cour d'Appel a réduit la peine à un an d'inéligibilité et à quatorze mois de prison avec sursis en soulignant combien « *Il est regrettable qu'au moment où le législateur prenait conscience de la nécessité de mettre fin à des pratiques délictueuses qui existaient à l'occasion du financement des partis politiques, M. Juppé n'ait pas appliqué à son propre parti les règles qu'il avait votées au Parlement* ».

Au lieu de disparaître à jamais de la vie politique, Alain Juppé a de nouveau fait don de sa personne à son clan et effectué le brillant retour que l'on sait. C'est vrai qu'il est bien élevé. Mais qu'on ne s'étonne pas des réactions électorales de colère et de dégoût qui s'expriment régulièrement. Et ce n'est pas l'affaire Tapie, dont la Cour de justice de la République est saisie, qui va arranger les affaires du gouvernement.

Sylvie FERNOY

royaliste 
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD HENRI LEVY

SOMMAIRE : p.2 : Banalité des malfaisants - p.3 : La régression sociale - p.4 : Baron Louis réveille-toi ! - p.5 : Droit international, l'islam et nous - p.6/7 : Pourquoi les défendre - p.8 : Qu'est-ce qu'une nation ? - p.9 : Retour de la métaphysique ? - p.10 : Libres - L'autorité et son symbole - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Non à la bonne conduite !

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

La régression sociale est en route

Les manifestations contre le pacte pour renforcer la compétitivité européenne et ses conséquences sociales se multiplient en Europe.

Que ce soit à l'initiative des syndicats nationaux, comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal ou à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES), le monde du travail se mobilise contre ce nouveau dispositif, fruit d'une réflexion menée conjointement en Allemagne et en France.

Officiellement, il s'agit de jeter les bases d'une **gouvernance** européenne, seule à même de réduire les déficits et la dette des États, d'assainir les économies et de relancer la croissance. Mais, dans l'esprit de la chancelière allemande et du président français, l'objectif est de revenir sur un certain nombre d'acquis sociaux hérités des « Trente glorieuses ».

Une fenêtre de tir est en effet ouverte depuis la crise en 2008 pour aligner les droits sociaux des pays européens sur les pays dits émergents. Ceci de manière à réduire les distorsions de concurrence liées à l'existence d'un salaire minimum dans plusieurs pays européens, d'un système de protection sociale et de services publics. Ainsi débarrassées des scories d'un passé révolu, les économies n'en seront que plus compétitives... et les peuples, plus pauvres, esclaves d'un système qui fait de la finance l'alpha et l'oméga de nos sociétés modernes. Certes le dispositif a été revu dans sa forme par la Commission européenne, mais le fond de

meure : la modération salariale et la déflation restent au cœur de cette stratégie.

Les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro veulent « *revoir les accords de fixation des salaires et, le cas échéant, le degré de centralisation dans le processus de négociation, et les mécanismes d'indexation* ». Ce qui, en clair, signifie une remise en cause des conventions collectives et la suppression - là où elle existe encore - de l'indexation des salaires sur la hausse des prix, pour faire dépendre les augmentations de salaires uniquement de la productivité, comme l'a expliqué Christine Lagarde, ministre française de l'Économie et des Finances. Enfin, il est question d'engager des « *réformes du marché de l'emploi pour encourager la flexicurité* » et de repousser, voire supprimer, la durée du travail et l'âge légal de départ à la retraite.

Pour lutter contre ce pacte dit de compétitivité qui, on l'aura compris, n'est rien d'autre qu'un pacte de régression sociale, la CES et ses syndicats affiliés ne cessent d'appeler à la mobilisation. Le 16 mars, cinquante mille personnes ont manifesté dans les rues de Bucarest ; le 24 mars, à Bruxelles, trente mille syndicalistes belges et de pays voisins se sont rassemblés ; le 26 mars, une **marche pour l'alternative - emploi, croissance et justice** a été organisée à Londres à l'appel du

TUC (syndicat anglais) rejoint par des délégations française et belge.

Une **euro-manifestation** se déroulera à Budapest à l'appel de la CES et de ses six affiliés hongrois le 9 avril prochain, jour de la réunion du Conseil européen pour les affaires économiques et financières (Ecofin). Par ailleurs, une initiative des syndicats français et allemand a abouti à la rédaction d'une déclaration commune réclamant « *que soit préservée l'autonomie de négociation en matière tarifaire* », que soit « *mis en place des salaires minimum nationaux garantissant une vie décente* » (une nouveauté de la part des syndicats allemand qui, jusqu'à présent, ont toujours été opposés à l'existence d'un salaire minimum), « *que la maîtrise des budgets et la réduction des déficits publics préservent les capacités d'investissement et les budgets sociaux* », « *que soit adopté au lieu des politiques d'austérité et du plafonnement des endettements, un programme d'innovations et d'investissements* »...

Reste à savoir ce qui motive les syndicats : s'agit-il, pour eux, d'encadrer les mécontentements ou de véritablement prendre la tête d'un mouvement de contestation du système ? En France, si toutes les organisations ont signé l'appel syndical franco-allemand, on voit poindre deux approches totalement opposées.

La CFDT s'est fendue de son propre communiqué dans lequel Marcel Grignard, son numéro deux, revendique une « *gouvernance européenne sur les questions économiques* », se félicite de la démarche, prétend que « *les travailleurs européens et français ont besoin d'un pacte qui assure la stabilité monétaire* », qui « *crée une harmonisation des politiques fiscales* » (sans en définir les contours), qui « *renforce la convergence sociale* », et qui « *apporte une dynamique économique* ». À aucun moment, la CFDT ne remet en cause les dérives de la construction européenne.

La CGT-FO, elle aussi dans son propre communiqué, se montre plus vindicative. Ainsi, la confédération de Jean-Claude Mailly est-elle plus clairvoyante qui dénonce dans le pacte de stabilité un « *pacte des loups de la finance qui renforcera l'emprise des marchés financiers (...) afin d'imposer aux Vingt-sept des politiques socialement dévastatrices* ». Elle considère également que le fait de « *construire l'Europe selon le diktat des marchés financiers en interdisant aux États, parfois complaisants, de mener librement leurs propres politiques et en asservissant les travailleurs à des normes sociales toujours en baisse revient à un déni de démocratie* ».

Nous risquons de voir réapparaître le clivage classique entre les organisations qui accompagnent le système (la CFDT et l'Unsa) et celle qui propose une alternative (la CGT-FO). Un match qui pourrait être arbitré par une CGT qui hésite entre l'une ou l'autre voix et qui, pour l'heure, reste fidèle à son accord avec la CFDT... à moins que ce ne soit par les travailleurs eux-mêmes qui, lassés des jeux des appareils, pourraient avoir envie de prendre leur destin en main.

Nicolas PALUMBO

Baron Louis réveille-toi, ils sont devenus fous !

Chargé à la Restauration d'éponger les dettes de l'Empire, le baron Louis, ministre des Finances de Louis XVIII a été le premier à concevoir et à mettre en œuvre une politique budgétaire permettant un déficit actif. Aujourd'hui, la mode est à l'équilibre à tout prix et par tous les moyens. Sans que l'on sache vraiment de quoi l'on parle.

La crise des finances publiques et l'endettement croissant poussent les politiques à traiter ces questions de bien curieuse manière. Depuis quelques années déjà, une idée fait florès : en finir avec les déficits structurels des budgets et même les interdire par voie constitutionnelle. François Fillon devrait présenter un projet de loi en ce sens qui devrait être examiné par le Congrès avant l'été. En résumé, il sera noté dans la Constitution que les déficits des dépenses courantes seront interdits et que le Conseil Constitutionnel pourra *retourner* une loi de finances qui n'y serait pas conforme. En outre, la crise européenne - de la dette et de l'euro - pousse à la généralisation de ce système en Europe, voire à la création d'une instance budgétaire chargée d'examiner les budgets des États et de les censurer.

Il en est pour applaudir à ces projets... Est-ce un hasard, ce sont les promoteurs les plus actifs de la mondialisation, du libre échange et du cantonnement de l'État dans des tâches, importantes certes, mais

n'ayant trait ni à l'économie ni au social.

Opposés à ces sottises idées, avançons quelques remarques et quelques solutions.

Le **déficit budgétaire** français date de 1975. Il s'agissait alors, le plus normalement du monde, de soutenir l'économie après le premier choc pétrolier de 1973. Par la suite, la politique de la gauche, première manière 1981-1983, continua sur sa lancée avec les mêmes motivations sinon par des moyens différents. Voilà ce que l'on pourrait nommer une vision *louisienne* du déficit budgétaire. Les gouvernements se sont servis des ressources pour tenter de limiter les conséquences d'une crise ou plutôt de crises, qui ont émaillé ces trente dernières années. Comme nous l'avons déjà dit à propos de la dette (1), le tournant des années 70-80 a vu l'émergence et, pire, la mise en pratique des politiques néo-libérales qui visaient grossièrement à museler les États pour laisser libre jeu au marché. D'où des politiques fiscales visant à limiter les ressources publiques sans pou-

voir restreindre dans les mêmes proportions les dépenses. D'où la création d'un deuxième type de déficit, **structurel** celui-là puisque créé de toutes pièces à des fins purement idéologiques.

Pour les tenants de ces idées, la croissance seule doit induire des rentrées fiscales nécessaires à la couverture des dépenses. C'est le pari anglais de James Cameron. Après six mois d'un tel traitement, les résultats ne sont pas au rendez-vous et la casse sociale dans un pays déjà meurtri comme le Royaume Uni est plus grave encore. Pire encore, l'épidémie a gagné le continent et pour faire plaisir aux banquiers et aux agences de notation on tente de mettre sur pied une *discipline* budgétaire à l'échelle de la zone euro.

Les crises grecque et portugaise ont amené à durcir toujours les conditions faites aux populations de ces deux pays. Le vent européen souffle dans le mauvais sens pour les peuples. L'idée qui se fait jour est que, comme en Grande Bretagne, il faut laisser le social au privé et, de fait, remplacer la justice par la charité. C'est à dire revenir sur 150 années de progrès social.

L'alignement de la France sur l'Allemagne montre bien que ce danger existe aussi chez nous. Comme beaucoup d'économistes et de politiques, nous nous opposons formellement et strictement à de telles

politiques. D'abord parce qu'elles sont socialement insupportables, politiquement dangereuses et économiquement stupides.

Appuyons sur ces derniers points. Je vous renvoie à cet effet à la lecture des notes de Jacques Sapir et à l'entretien d'Emmanuel Todd sur le site de *Marianne* 2. Je ne puis développer ce point mais leurs explications sont claires et sans ambiguïté. Parlons plutôt politique. Dans plusieurs articles déjà, nous avons esquissé ce qu'était notre position sur ces questions. Nous refusons de souscrire même un peu à ces folies qui nous mèneraient droit à l'abîme.

Répétons simplement qu'il n'est pas concevable de conserver notre modèle social, notwithstanding les réformes à y faire et les correctifs à y apporter, sans mettre sur pied une vraie politique de finances publiques qui doivent tout au rationnel et rien au clientélisme. Les beaux esprits qui promeuvent les solutions à la Cameron devraient simplement réfléchir aux conséquences du malthusianisme financier. On peut concevoir l'horreur historique que les Allemands éprouvent pour les déficits et les dettes mais, pour autant, il est illusoire de considérer que l'on se sauvera en laissant *crever* ses voisins. C'est bien cela qui menace.

Rationalité ? Simple. Il y a des économies budgétaires à faire, c'est un fait et c'est un devoir. Bien des dépenses sont inutiles ou d'un trop faible rendement. L'incapacité partagée par tous les gouvernements de s'attaquer à des réformes globales et de fond nous ont conduit dans cette ornière. Une politique courageuse et inventive est seule à même de nous en tirer. Les idées, chez nous comme ailleurs existent. Elles sont simples à énoncer et guère plus difficile à concevoir et à mettre en place si l'on en a le simple courage. L'appauvrissement de notre pays peut cesser, des voies existent. Allons-y !

Pascal BEAUCHER

(1) Voir *Royaliste* n° 984 : « Dette : vérités, chantages et approximation ».



Jean de France
Un prince français

Prix franco 21 €

[Achat immédiat](#)

Le droit international, l'Islam et nous

L'Otan est devenue le lieu où l'on cause de la relation avec les nouveaux régimes arabomusulmans, parce que c'est là que se prennent les décisions.

S'il est bien un principe qui résiste à tout, c'est le principe de réalité. Dans le cas des révoltes arabes, au moins pour la partie méditerranéenne, l'interlocuteur et l'acteur n'ont pas été l'Union européenne ni même les États-Unis qui se sont dépêchés de se débarrasser du bébé. Paris et Londres, embryon d'une potentielle Europe de la Défense, se sont essayés à donner le change. Mais le commandement de l'opération « *Aube de l'Odyssée* » est revenu le 30 mars à l'Otan. Qui peut croire que le pilotage politique serait, lui, confié à un comité de représentants en marge de l'Organisation ?

On doit le regretter, mais voyons comment la structure peut réaliser la mission, non pas militaire cela va de soi, mais politique qui lui est confiée. L'objection française à l'Otan était que celle-ci serait regardée comme hostile par le monde arabe : une structure militarisée n'est pas propre au dialogue avec des pays arabes qui ont de mauvais souvenirs. Or, la révélation des mouvements arabes actuels est précisément qu'ils n'incorporent aucun ressentiment anti-occidental ou *anti-impérialiste*. Au contraire, la revendication de la démocratie rapproche la rue arabe des Occidentaux. Comme hier Nasser et Saddam Hussein, les Kadhafi et Assad ou le yéménite Saleh, sont les héritiers du vieil esprit nationaliste jouant sur la corde anti-occidentale jusqu'à l'user totalement.

Aujourd'hui les opposants sont donc tout naturellement alliés de l'Occident et de sa structure la plus symbolique pour les dictateurs, à savoir l'Otan.

Le pays qui a le mieux compris cette révolution intellectuelle est la Turquie. Ankara, d'abord réservé, a fait le choix de l'Otan pour demeurer au cœur des centres de décision politique. C'est au contraire l'aventurisme de Sarkozy et Cameron dont il redoute les conséquences. Un cadre institutionnel bien établi vaut mieux qu'une coalition de rencontre ou que l'Union européenne où la Turquie n'a pas voix au chapitre, contrairement à sa présence dans le concert européen depuis le traité de Paris (1856) jusqu'à la chute de l'empire ottoman (1924). Sa réintroduction date de son admission dans l'Otan (1952).

Finalement, ce sont les questions de sécurité qui l'emportent. L'erreur a été de privilégier, comme à l'origine de la communauté européenne, les questions commerciales ou l'aide au développement au travers des accords d'association puis du processus de Barcelone et enfin de l'Union pour la Méditerranée. Il ressort que le plus important est d'arriver à une conférence de sécurité internationale pour assurer l'avenir des nouvelles greffes démocratiques. Mais quel sera le partenaire de l'Otan ? La Ligue arabe est bien faible ; l'Union du Maghreb Arabe (UMA) est sur papier ; on ne voit guère que la Turquie comme fédérateur.

Ankara est vu comme un modèle de démocratie musulmane. Non seulement pour les Arabes, mais surtout pour les Occidentaux qui y voient la bonne manière de gérer l'Islam. La Turquie peut nous aider à accepter l'inéluctable conséquence de cette démocratisation qui est la montée des forces ou opinions musulmanes au sein de la société et du gouvernement de pays qui nous apparaissent jusqu'à hier comme des modèles de tolérance voire de laïcité. Mais c'est l'unique possibilité à moyen terme du mixte politico-religieux vers lequel tend la réforme de l'Islam.

Reste encore à organiser l'émancipation de ces démocraties musulmanes sur le pourtour de la Méditerranée par rapport aux centres de l'Islam situés plus à l'est, La Mecque, l'Iran, le Pakistan. Il ne s'agit pas tant ici de séparer le politique du religieux que de briser sinon l'universalité de la foi du moins l'internationalisme qui s'y attache depuis Médine, libérer les consciences d'un Saint-Empire qui ne dit pas son nom. Il s'agit de restaurer entre nations musulmanes, et entre elles et nous, un droit international qui tienne la route. Commençons par ne plus donner à l'Arabie saoudite le monopole du discours sur une prétendue Alliance des Civilisations, arrêtons même tout à fait cette ligne de discussion. Tenons-nous en au politique et à notre zone d'intérêts, et lançons l'idée d'une nouvelle conférence de sécurité en Méditerranée, type OSCE, une fois que les démocraties musulmanes seront en place.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **SERBIE** – A l'occasion du 12^e anniversaire des bombardements de l'Otan sur son pays, le prince héritier Alexandre II de Yougoslavie a publié un communiqué : « *C'est avec une grande tristesse que nous nous souvenons de la terrible agression et des souffrances imposées à tous nos citoyens et à notre pays, et de tous ceux qui ont été assassinés et leurs familles. Ce fut un exemple sans précédent d'une agression totale en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Douze ans plus tard, la Serbie s'efforce toujours de se remettre des bombardements effroyables sur notre peuple, notre pays et ses infrastructures. Encore une fois, malheureusement, il est confirmé que la violence ne fait que produire plus de violence et de douleur, et qu'une solution permanente pour la région de l'ex-Yougoslavie et d'ailleurs ne peut être trouvée que par une voie pacifique. Les vies qui ont été perdues et ceux qui ont été blessés ne doivent jamais être oubliés* ».

♦ **GRANDE-BRETAGNE** – Selon un sondage YouGov pour le *Prospect* magazine, 45 % des personnes interrogées souhaitent que ce soit le prince Charles (62 ans), fils de la reine Elizabeth II, qui accède au trône lorsque le règne de l'actuelle souveraine sera terminé, 37 % désirent que ce soit son fils aîné William (28 ans). Ce sondage marque un renversement de tendance puisque, il y a cinq ans, William avait la faveur de 41 % des répondants, contre 37 % pour son père. Selon le même sondage 65 % des sondés souhaitent que la reine (âgée de 85 ans) continue à régner contre 25 % qui voudraient qu'elle abdique. Enfin dernière indication : seuls 13 % souhaitent l'abolition de la monarchie alors qu'ils étaient 19 % il y a cinq ans.

♦ **DANEMARK** – C'est en compagnie de Gitta Lillelund Bech, son ministre de la Défense, que la reine Margrethe II s'est rendue pendant plusieurs jours en Afghanistan visiter le contingent danois basé dans la province de Helmand. C'était la première fois que la souveraine se rendait auprès des troupes danoises que le prince héritier Frédéric avait quant à lui déjà visitées plusieurs fois.

♦ **BELGIQUE** – Un voyage du prince Laurent de Belgique (47 ans), fils cadet du roi, en République démocratique du Congo (RDC) a suscité une vive polémique. Le prince, surnommé « *l'enfant terrible de la monarchie belge* » s'est en effet rendu à Kinshasa et dans les provinces Bas-Congo et du Katanga pour visiter des projets de lutte contre la déforestation. Ce déplacement s'est fait sans aucune concertation avec le gouvernement ni avec le Palais royal, alors que les relations entre la Belgique et son ancienne colonie restent d'une grande sensibilité, tant à Kinshasa qu'à Bruxelles. Le Premier ministre, Yves Leterme, a déclaré : « *J'ai moi-même téléphoné au prince pour lui demander de reporter ce voyage (...) il a ignoré ses obligations en maintenant son déplacement, malgré le conseil formel du gouvernement et du Palais* ». « *Ce voyage était un voyage d'étude, à titre privé, et dont le but est purement scientifique et pas du tout politique* » s'est défendu le prince Laurent.

Pourquoi les défendre

Journaliste et écrivain, Jacques Cotta a réalisé de nombreux films d'investigation, publié un essai mémorable sur la gauche française, réalisé des enquêtes sur les travailleurs pauvres puis sur les riches. Il a de nouveau parcouru la France et rencontré des centaines de nos concitoyens qui lui ont décrit la grande misère des services publics. Or leur destruction programmée remet en cause les principes qui fondent la collectivité nationale et la sécurité de chacun.

■ **Royaliste : Pourquoi vous passionnez-vous pour les services publics ?**

Jacques Cotta : Parce que les services publics font appel à trois notions fondamentales qui concernent notre manière de vivre en société :

D'une part, ils nous donnent la capacité de vivre de manière décente : ce sont les services publics qui nous permettent de nous soigner, d'instruire nos enfants, de nous déplacer...

D'autre part, c'est l'élément qui est le plus instrumentalisé par le gouvernement : par exemple, l'été dernier, pour nous faire oublier l'affaire Woerth - Bettencourt, Nicolas Sarkozy a fait appel à la police pour chasser les Roms. Nous savons aussi que les dirigeants politiques accordent une grande importance aux chaînes publiques de télévision. C'est leur reconnaître une efficacité, souvent pour le meilleur parfois pour le pire si on s'en sert contre certaines catégories de citoyens.

Enfin et surtout, les services publics sont les piliers de la République : ils nous permettent de concrétiser les principes communs de liberté, d'égalité et de laïcité et qui assurent la continuité de l'action de l'État sur le territoire national.

■ **Royaliste : Comment avez-vous travaillé ?**

Jacques Cotta : J'ai parcouru la France, j'ai rencontré des centaines de personnes et recueilli bien des histoires : les plus significatives se trouvent dans mon livre.

■ **Royaliste : Par exemple ?**

Jacques Cotta : Je pense à cette coiffeuse de Clamecy, petite ville de Bourgogne, qui apprend par ses clientes que la fermeture des services de santé de proximité pose des problèmes aux femmes enceintes. Elle organise une délégation et obtient un rendez-vous avec le sous-préfet. Celui-ci leur déclare qu'il n'y a pas besoin de maternité à Clamecy et qu'il faudra que les futures mères désireuses de sécurité aillent vivre à Auxerre ! C'est ainsi que, la maternité ayant été fermée,

Angélique, *la femme de l'éclusier*, a accouché sur le bord de la route avec son mari qui lui tenait la main... Je raconte aussi dans mon livre qu'il y a eu une situation quasi insurrectionnelle en Bretagne, dont personne n'a parlé, pour la défense des services publics.

Ces histoires simples nous permettent de comprendre qu'on ne peut pas avoir une conception utilitaire des services publics : ils sont la condition de notre sécurité et de notre bien-être, de notre conception de la civilisation. Quand on est dans un endroit charmant où la poste n'existe plus ou l'école a été fermée ou les services de santé ont été supprimés, on ne peut plus vivre.

■ **Royaliste : Comment en est-on arrivé là ?**

Jacques Cotta : C'est plus compliqué qu'une affaire de clivage entre la droite et la gauche. Il y a des consensus mortifères qui ont créé cette situation à partir du tournant de la rigueur de 1983. Nicolas Sarkozy a porté un coup fatal à un certain nombre de sec-

teurs mais il a pu le faire parce que les politiques antérieures ont ouvert la voie à ce qu'il appelle des *réformes* et qui sont en fait des *opérations de destruction*.

Le premier consensus mortifère porte sur le budget. On nous dit que l'État est comme une famille : il doit avoir un budget en équilibre. Mais c'est un mensonge : le budget de l'État n'a rien à voir avec les revenus et les dépenses familiales. Les déficits ne tombent pas du ciel : on remplit les caisses en fonction de décisions politiques. N'oubliez pas : l'INSEE établit que dans les trente dernières années les richesses publiques ont été multipliées par 5,7 % du PIB alors que les dépenses publiques ont été multipliées par cinq au cours de la même période. Donc on ne dépense pas plus proportionnellement qu'il y a trente ans, mais on répartit les dépenses de façon différente. L'affaire des heures supplémentaires exonérées d'impôts, qui coûtent 5 milliards à l'État, c'est un choix politique, de même que la TVA à 5,5 % pour les cafetiers et les restaurateurs qui nous coûte plusieurs milliards d'euros alors que cette mesure n'a que des résultats minimes sur les prix et l'emploi.

Les services publics, sur lesquels on ne cesse de faire des économies, sont devenus une variable d'ajustement qui permet de camoufler des choix de politique budgétaire favorables à certains groupes. Or personne dans la classe politi-

que n'a contesté ces choix. Et personne ne dénonce la manière dont on s'occupe du déficit : d'un côté on exonère les grandes compagnies financières sous prétexte qu'il y a une crise, mais on leur emprunte pour couvrir le déficit public ; or le remboursement de ces emprunts creuse encore le déficit. Les gens qui ne paient pas prêtent et encaissent !

Il y a aussi un consensus sur la société française. Nous avons connu en France de grands débats de société dans les années soixante-dix - par exemple sur la propriété collective. Aujourd'hui, les dirigeants politiques de droite et de gauche sont d'accord sur la propriété privée, sur le renflouement des banques, sur le fait que ce qui est socialisé doit disparaître.

Il y a aussi un consensus contre les fonctionnaires : le vote de la LOLF (Loi organique relative aux lois de finances du 1^{er} août 2001) a fait passer la fonction publique d'une logique de moyens à une logique de résultats. Puis Nicolas Sarkozy a ajouté sa touche personnelle qui est la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) : au total 300 000 postes de fonctionnaires ont été supprimés ou n'ont pas été pourvus. Or on ne peut pas rendre la justice et faire la police avec un nombre réduit de fonctionnaires : d'où la grande révolte de la magistrature, la colère des policiers, des gendarmes.

Il y a enfin un consensus politique sur le moment présent : les socialistes attendent 2012 sans rien faire avant l'élection présidentielle.

■ Royaliste : La question des retraites a-t-elle été envisagée selon ce consensus politique ?

Jacques Cotta : Oui ! Il faut répéter que les retraites constituent un salaire différé. Voter une loi qui repousse l'âge de la retraite au-delà de 60 ans alors que l'âge moyen de cessation d'activité est de 57-58 ans, c'est tout simplement imposer une diminution de salaire : les cotisations pour les retraites, les salariés les ont payées !

Pourtant, quand la bataille des retraites a commencé, les deux principaux syndicats ont

commencé par déclarer qu'ils étaient conscients des déficits des comptes de la Sécurité sociale et des comptes retraites et qu'il fallait agir pour résoudre ce problème : par-là, ils acceptaient une fausse nécessité car les déficits proviennent des exonérations de charges consenties aux grandes entreprises.

Ils ont réclamé au nom des déficits une **bonne réforme des retraites** en opposition à celle du gouvernement. Ils se sont placés sur le terrain de **contre propositions**. Et logiquement cela a conduit à la remise en cause des retraites, la question n'étant plus qu'une question de seuil. S'ils étaient partis d'une analyse réelle de la situation de ces fameux **déficits** et des besoins réels de nos concitoyens, ils auraient commencé par exiger le retrait de la contre réforme gouvernementale, comme préalable à toute discussion...

Ce n'est pas tout : il y a volonté manifeste **dans la politique gouvernementale** de détruire la Sécurité sociale... L'enjeu est capital. La Sécurité sociale est un principe très simple : vous payez en fonction de vos moyens, vous recevez en fonction de vos besoins. Dans la société capitaliste, c'est un principe de socialisation réalisé. Si on en vient à payer pour bénéficier de services, comme de simples consommateurs, et si on est soigné en fonction de ce qu'on a payé, on entre dans une société tout à fait différente de celle que nous connaissons !

■ Royaliste : Vous dénoncez également le consensus sur ce qu'on appelle la construction européenne ?

Jacques Cotta : En effet ! Prenons l'exemple de la Direction Départementale de l'Équipement. Depuis que la DDE a été remise aux Conseils généraux, la désorganisation est totale. Je cite l'exemple du département où il y a quatre camions mais un seul conducteur, si bien que le déneigement ne peut être normalement effectué. Cette situation absurde résulte de l'application d'une directive de la Commission européenne, qui veut comme d'habitude privatiser les services publics sans qu'il y ait garantie d'efficacité.



La désorganisation du trafic ferroviaire est encore plus criante. Là encore, on a appliqué en 1990 une directive européenne, mais au lieu de faire une séparation comptable on a scindé la SNCF en créant deux entités, la SNCF et Réseau ferré de France. Pourquoi ? Parce que RFF peut mettre des péages sur le rail et faire des profits.

Prenons garde à la réforme territoriale. Nicolas Sarkozy veut cette réforme parce qu'il a dans la tête le modèle des grandes régions européennes : si elles se constituent, il y aura rupture entre le citoyen et l' élu - à cause de l'éloignement de l'un par rapport à l'autre - et il y aura casse accrue des services publics.

Je veux enfin insister sur deux éléments particulièrement révélateurs de la situation d'ensemble.

D'abord la Poste. À Marseille, un bureau de poste a fait une grève pendant plus de cent jours pour la défense du statut - donc du service public qui remonte au plus profond de notre histoire. C'est la diligence, l'aéropostale, le facteur, tout un imaginaire très vivant dans la mémoire nationale et qui va bien au-delà de la simple utilité d'un service public. C'est cela que les nouveaux gestionnaires de la Poste sont en train de détruire en quantifiant tous les actes et en interdisant les menus services rendus aux usagers. Tous les petits maires savent qu'il faut des services publics pour que des entreprises privées viennent s'installer dans leur commune.

Je cite dans mon livre ces 320 maires qui ont fait une pétition pour la défense de la Poste et pour l'abrogation des directives européennes. Ils sont venus la présenter à l'Assemblée nationale : les députés de droite n'ont pas reçu les délégués, qui se sont entendus dire par les députés de gauche que leur pétition n'était pas défendable parce qu'elle était contraire à la construction européenne. Là encore, il y a **consensus entre la droite et la gauche** sur la mise en concurrence généralisée.

L'Éducation nationale est un autre exemple de destruction très avancée des services publics. Il y a trois attaques frontales : sur les contenus, conçus selon la démagogie post-soixante-huitarde qui aboutit à un abaissement général ; en vue de la destruction du service lui-même à travers la réduction du personnel ; par l'attaque du statut par le biais du système **ECLAIRS** qui va modifier les conditions de recrutement des enseignants.

Royaliste : Que faire ?

Jacques Cotta : Il faut réagir par la re-nationalisation des secteurs vitaux - sans oublier les banques - par la dénonciation du déni de démocratie et du déni de souveraineté. Sinon, nous irons vers de très graves désordres.

Propos recueillis par B. LA RICHARDAIS

📖 Jacques Cotta - « *Qui veut la peau des services publics ?* », éd. Jean-Claude Gawsewitch, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

L'écho des blogs

La fascination Marine.

Le trouble gagne les esprits. Avec seulement deux élus, le lepénisme *relooké* marine crée un vent de panique dans les états-majors et conduit chez d'autres à la fascination. L'UMP se brise sur un débat concernant l'islam, le PS laisse errer sa tête pensante *Terra Nova* et quelques souverainistes rêvent d'avenir à l'ombre du FN.

Pourtant, la place qu'un nombre grandissant de citoyens veut faire tenir à Marine Le Pen dans le jeu politique est éclairée par de nombreuses réflexions.

Pour Laurent Pinsolle (1) « *le vote FN est un vote social* ». Et Emmanuel Todd (2) constate « *une prédominance des déterminations socio-économiques dans les votes. Le Front national a franchi son plafond ancien du vote à 30 % dans la classe ouvrière et s'approche de 40 %.* » Il en déduit que « *La grande nouveauté de la situation politique et idéologique est une radicale délégitimation des élites* ». Parce qu'ils sont, UMP, PS « *les défenseurs acharnés de deux options dont tout le monde sait aujourd'hui qu'elles sont obsolètes : le libre-échange et l'euro.* »

Pourtant ce résultat ne saurait être une surprise. Dominique Reynié dans une analyse approfondie l'annonçait à la mi-2010 : « *Une dislocation sans précédent de la droite de gouvernement, dans un contexte de crise exaspérant l'opinion, offrirait au FN et à sa nouvelle patronne l'opportunité inédite, et rêvée, d'accueillir une flopée d'électeurs exaspérés...* » (3) Nous en sommes là aujourd'hui.

Pour contrer cette menace, la perspective d'une Confédération des républicains fût proposée par la NAR (4) « *Tous les groupes intéressés par le projet national-républicain ont à se mettre d'accord sur un programme de reconstruction qui devrait recevoir le soutien de la gauche patriote. Jacques Sapir a publié les premiers éléments de ce programme en vue d'une discussion qui tarde alors qu'il serait d'ores et déjà possible d'argumenter victorieusement contre les oligarques de droite et de gauche et contre Marine Le Pen.* »

Il est encore temps d'agir.

François ENNAT

❏ (1) http://www.marianne2.fr/Le-vote-FN-un-vote-social_a204456.html

❏ (2) http://www.marianne2.fr/E-Todd-Face-au-FN-il-faut-rompre-avec-deux-concepts-zombies-le-libre-échange-et-l-euro_a204202.html

❏ (3) Tribune parue dans *Le Monde* et consultable sur <http://www.ladroitestrasbourgeoise.com/tag/dominique%20reyni%C3%A9>

❏ (4) <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2631>

Monténégro

Qu'est-ce qu'une nation ?

En Europe, au cours des vingt dernières années, de nombreuses nations sont apparues ou se sont reformées. L'exemple du Monténégro montre la complexité du processus qui aboutit à la constitution d'un État, dans un pays chargé d'histoire et habité par des populations hétérogènes.

Le savant livre d'Amaël Cattaruzza (1) s'adresse aux balkanologues dont il enrichira le savoir. Il sera lu avec passion par les amoureux des Balkans – parmi lesquels je me compte depuis quarante ans – et aux lecteurs de *Royaliste* qui éprouvent de l'amitié pour Nicolas Petrovitch Njegosh (2) et souhaitent découvrir le pays dont il est prince. Je conseille aussi l'ouvrage à tous ceux qui dissertent sur la crise de notre identité nationale avec des mines d'enterrement.

La France est une nation millénaire, rassemblée par son État, peuplée de citoyens qui forment une collectivité relativement homogène – la fusion totale serait insupportable – et qui d'ordinaire maintient ses conflits politiques et ses luttes de classes dans les limites du débat démocratique. Nos difficultés actuelles, qui ne sont pas négligeables, paraissent légères au regard des problèmes soulevés par la définition et le projet de la nation monténégrine : celle-ci doit se construire ou se reconstruire selon un passé historique contradictoirement interprété et par rapport à l'extrême complexité des enjeux géopolitiques à l'intérieur du Monténégro comme à son pourtour.

Le Monténégro jouxte la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie et le Kosovo – tous pays qui n'ont

pas retrouvé une complète stabilité au sortir de la dernière période de révolutions et de guerres et qui affirment ou tentent d'affirmer une existence nationale (très problématique pour la Bosnie-Herzégovine) selon une conception de la nation très différente de la nôtre. Pour les Français, la nation est une construction historico-juridique, dans laquelle le peuple ne fait qu'un avec la nation. Il a fallu des siècles pour en arriver à cette unité, qui ne s'est pas forgée sans violence. Le Monténégro, comme tant d'autres nations des Balkans, du Caucase et de l'Asie centrale sorties du socialisme yougoslave ou du système soviétique, doit rassembler autour d'un État tout neuf une impressionnante série de diversités linguistiques, ethniques, claniques qui procèdent de l'histoire et qui alimentent les controverses et les conflits.

Avec sa connaissance impressionnante du terrain, Amaël Cattaruzza montre comment le Monténégro cherche sa définition sur un territoire délimité au début de la Yougoslavie titiste dans le cadre de la République (populaire puis socialiste) fédérale et qui est devenu une République souveraine à la suite du référendum du 28 mai 2006. Mais cette proclamation d'un État aux frontières nettement tracées ne pouvait résoudre d'un coup les questions

relatives à l'identité de la jeune République. L'indépendance résulte d'un processus récent qui n'a pas fait l'unanimité : en 2003, un référendum avait confirmé l'union avec la Serbie et une forte minorité de citoyens monténégrins (44,5 %) s'était par la suite opposée à l'indépendance. De plus, 700 000 habitants environ se répartissent en plusieurs ethnies : en 2003, 40,64 % se déclaraient Monténégrins, 30,01 % Serbes, 9,4 % Bosniaques, 4,27 % Musulmans, 7,09 % Albanais, 1,05 % croates, 0,43 % Roms et se concentrent sur des territoires assez largement spécifiques.

Mais l'ethnie est une construction idéologique qui se complique d'autres appartenances – à la famille, au clan, au parti politique –, de désaccords sur l'histoire, de représentations différentes de l'espace, de lieux symboliques concurrents, d'imaginaires distincts qui sont examinés dans le livre avec une admirable précision. La diversité des histoires, des croyances, des mentalités, des nostalgies et des ambitions fait de la vieille et magnifique Montagne Noire (*Crna Gora*) un ensemble fragile auquel un État peut donner consistance et durée s'il se voue à cette seule mission.

Bertrand RENOUVIN

❏ (1) Amaël Cattaruzza - « *Territoire et nationalisme au Monténégro, Les voies de l'indépendance* », L'Harmattan, 2010, prix franco : 29,50 €.

➡ **Achat immédiat**

(2) cf. les entretiens que nous a accordés le prince Nicolas Petrovitch Njegosh : *Royaliste* n° 612, « *L'homme qui pourrait être roi...* » ; *Royaliste* n° 731, « *Paix et démocratie* » ; *Royaliste* n° 889 « *L'avenir du Monténégro* ».

Retour de la métaphysique ?

La métaphysique n'a pas bonne presse. N'appartient-elle pas à un passé révolu ? N'a-t-elle pas été déconstruite par la pensée moderne ? Le mot même (et son étymologie) n'est-il pas problématique, voire insupportable, étant parfois retourné comme une injure ou comme une marque de disqualification ?

Toutes les objections possibles n'impressionnent pas Rémi Brague, qui persiste à affirmer l'impossibilité de se passer de cette métaphysique qui tient à l'homme lui-même, pour peu qu'il pense sa différence spécifique. Mieux encore, c'est notre condition actuelle qui, en nous confrontant à des choix extrêmes, ceux qui impliquent la décision de la survie et de la continuité de l'espèce, nous impose de nous réapproprier les questions les plus classiques apparues à l'aube de la pensée. Provocation suprême : notre philosophe assure que le vingt-et-unième siècle sera celui qui reprendra complètement à son compte **la question de l'être**.

Que l'on ne pense surtout pas qu'il s'agit là d'une affaire *abstraite*, réservée aux spécialistes du concept. Elle est des plus concrètes, se rapportant à notre existence et aussi à la politique, dans la mesure où cette dernière est liée au destin des peuples, au-delà des techniques de *gouvernance*. Hannah Arendt le comprenait ainsi. Intuitivement, c'est sans doute aussi ce qu'Antonin Artaud concevait : « *Dans l'état de dégénérescence où nous sommes, c'est par la peau qu'on fera rentrer la métaphysique dans les esprits.* » Cela ne surprendra que ceux qui ne font pas la relation entre les exigences de la pensée et les requêtes les plus immédiates et les plus pressantes du monde où nous vivons. Il suffit de se référer à un Hans Jonas et à son *Principe de responsabilité*, qui est au cœur de nos préoccupations les plus brûlantes, pour se rendre compte que le souci ontologique ressurgit là même où l'angoisse contemporaine se concentre. Car la difficulté ne consiste pas seulement à respecter le pacte de l'homme avec la nature, mais de prendre position quant à notre responsabilité envers *l'idée de l'homme* qui surplombe notre aventure.

C'est dire que le dernier essai de Rémi Brague consiste en une intervention très directe dans les débats contemporains. De sa part, nous avons plutôt l'habitude de longues et pertinentes enquêtes, où la rigueur de l'historien marchait de pair avec le don d'éclairer les plus difficiles énigmes. Ici, il nous surprend par sa rapidité spéculative, qui ne s'oppose nullement à la rigueur. L'érudition, qu'elle concerne la pensée ancienne ou moderne, est suffisamment sûre et précise pour risquer tous les raccourcis. Il est vrai qu'il s'agit de la reprise de conférences faites en Espagne. Mais on se félicite que l'auteur en ait fait un essai aussi vif que décisif, et combien utile pour aider à l'intelligence de notre situation. Cette dernière se trouve puissamment analysée par un recours ciblé à l'histoire de la pensée. Nous pouvons, de

cette façon, entrevoir comment le destin de la métaphysique est directement associé à la crise présente.

Nous percevons d'abord en traversant les étapes de la déconstruction, que l'esprit de la métaphysique ne s'est nullement perdu en route. Bien au contraire, il ne cesse d'apparaître dans de nouvelles métamorphoses. Kant a beau détruire la métaphysique théorique, il lui fait accomplir en fait un exode qui la renvoie à la sphère morale. Comte pour sa part ne la répudie que parce qu'il ne lui trouve qu'une fonction critique très aléatoire, qui correspond à la destruction du religieux. Lui veut établir plus solidement le régime moderne sur de nouvelles bases. Quant à Rudolf Carnap et à son présupposé scientifique, qui inclut toute procédure intellectuelle dans les schémas de la physique classique, il ne fait que chasser la métaphysique du côté de l'expression poétique. Ne parlons pas d'Heidegger dont la critique ne tend qu'à restaurer le sens authentique de l'Être.

À partir du constat de cette permanence d'un souci irréductible, Rémi Brague ressaisit la métaphysique venue des Grecs, développée ensuite par les diverses écoles médiévales, pour constater qu'elle demeure non seulement pertinente, mais qu'elle est indispensable à la modernité, pour peu que celle-ci veuille identifier ses requêtes. Le XIX^e siècle a été obsédé par le Bien, ne serait-ce que pour surmonter l'injustice de la société industrielle en développement. Le XX^e siècle a été travaillé par le Vrai dont les idéologies avaient opéré la captation pour le mieux manipuler. Le XXI^e siècle est revenu à une interrogation première, antérieure aux universaux qui n'en sont que le développement, celle de l'être lui-même. *Être ou ne pas être*, disait le héros shakespearien. La formule pourrait bien être celle qui correspond le mieux à l'état présent de la civilisation.

Puisqu'il convient d'être provocant, autant aller directement au but, en citant Dieter Birnbacher, ce philosophe allemand, tout à fait contemporain, qui a le mérite d'énoncer les choses franchement : « *Pourquoi le devoir de produire une postérité devrait-il être dû à quelqu'un, quel qu'il soit ? Ce désir pourrait au contraire avoir la valeur d'un prototype pour une obligation dont on ne pourrait pas dire qu'elle est due à qui que ce soit ou qu'elle existe par rapport à qui que ce soit.* » En d'autres termes, la perpétuation de l'humanité par la procréation ne serait nullement une obligation morale. Elle constitue même dans les mentalités, une sorte de scandale. Levinas n'expliquait-il pas que « *la naissance non choisie et impossible à choisir* » était le grand drame de la pensée contemporaine. La pensée rejoint la sociologie qui nous montre que le refus de l'enfant est inhérent à un nombre non négligeable de personnes, de femmes en particulier, et que la démographie fragile d'un pays comme l'Allemagne n'en est que plus déstabilisée. Malraux avait déjà demandé pourquoi aller sur la lune, si c'était pour s'y suicider. Hannah Arendt avait pointé l'essentiel, en exprimant l'idée que c'est la *natalité* qui s'imposait comme caractéristique de la politique. Elle avait eu Augustin comme maître, et en avait retenu que la naissance est **le miracle qui sauve le monde**. La question philosophique première est bien celle de l'être, car elle entraîne tout le reste.

📖 Rémi Brague - « *Les Ancres dans le ciel – L'infrastructure métaphysique* », Seuil, prix franco : 18 €. [Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



Libres

L'autorité
et son symbole

Contre les normes implicites édictées par les médias, une revue (1) s'est fondée pour donner la parole aux « sans voix », à « ces intellectuels et chercheurs que les médias traditionnels n'interrogent pas, ou si peu... ».

De fait, on n'entend pas sur les ondes – mais on lit dans *Royaliste* - Jean-Luc Gréau expliquer l'agonie de l'euro qui souligne le renversement du discours sur l'euro : de l'incantation sur l'euro-qui-nous-protège, on est passé à l'impératif catégorique selon lequel il-faut-protéger-l'euro. Autre familier des colonnes de notre journal, Philippe Aron del n'est pas non plus une bête de télévision – où ses apparitions sont rarissimes. Ce qui ne l'empêche pas de publier régulièrement des ouvrages et d'écrire pour la nouvelle revue une solide étude sur le modèle social européen ; il s'y insurge contre le « déclinisme » mondain qui est furieusement à la mode avant d'expliquer que l'histoire est le contraire de la fatalité – l'œuvre des hommes libres de concevoir leur projet politique.

On lira avec intérêt Jean-François Mattéi et la psychanalyste Véronique Hervouët, mais mention toute particulière doit être faite de l'article que Frédéric Poulon consacre aux deux grands paradigmes de la protection des économies nationales, tels que les explicitent de manière convergente John Maynard Keynes et Maurice Allais. Cela paraît compliqué mais le professeur Poulon est bon pédagogue.

Jacques BLANGY

(1) Revue *Libres*, « Que reste-t-il de l'Europe ? » n°1 – janvier 2011. 12 € 

L'exposition *Trônes en majesté*, au château de Versailles aborde la question centrale de la mise en scène symbolique de l'autorité.

Les Romains ont distingué très tôt les deux notions inhérentes à l'exercice de toute souveraineté : la puissance et l'autorité. À la position verticale de la puissance, correspond la position assise de l'autorité. Celle-ci octroie à son titulaire une magistrature incontestée et légitime. Cette idée est évoquée avec *Trônes en majesté*, exposition présentée dans les Grands Appartements du château de Versailles, où la représentation de l'autorité royale s'est manifestée pendant plus d'un siècle. Une quarantaine de trônes emblématiques soulignent l'universalité de ce mode de représentation.

À Versailles, au Grand Siècle, le salon d'Apollon servait de chambre du trône, mais c'est dans la Galerie des Glaces qu'était installé le siège royal lors de circonstances exceptionnelles comme la réception des grandes ambassades. Pour l'heure, on y admire un palanquin royal, la Sedia Gestatoria du pape Pie VII ou le Howdah (sorte de nacelle portée à dos d'éléphant) du prince Inthawaroros Suriyawong. Des sièges africains, comme le trône du roi Ghézo (actuel Bénin) ou celui du royaume Bamoun (Cameroun) ont été prêtés par le Musée du Quai Branly.

Plus proches de nous sont les trônes de souverains ou pontifes européens : Charles III d'Espagne, Stanislas-

Auguste Poniatowski roi de Pologne, Nicolas II et Paul I^{er} de Russie, Pie VI, Innocent X... Ces sièges royaux peuvent provenir d'ambassades, comme celui qui fut livré en 1864 à la résidence de l'ambassadeur de Prusse. Le trône de Louis XVI, le seul à avoir survécu à l'Ancien Régime, fut réalisé pour l'ambassade de France à Londres. Pièce exceptionnelle, le trône dit de Dagobert est sorti du cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale de France où il est conservé depuis 1791. « Sur ce siège, les rois avaient coutume de s'asseoir pour recevoir l'hommage des grands de leur royaume ».

Ce n'est pas la richesse du siège qui fait le trône, mais sa mise en situation et la présence - du moins à l'origine - de trois éléments principaux : le gradin qui élève le titulaire au-dessus de la foule ; le dais, figuration symbolique de la voûte céleste, lieu de l'autorité divine ; le marchepied, figure de l'adversaire vaincu sur lequel s'exerce l'autorité légitime. Des accessoires, comme l'éventail (le flabellum

latin) ou le coussin (pulvinus) peuvent venir s'y adjoindre.

La République a voulu s'affranchir de ces symboles. En 1830, le trône de Charles X a été détruit. Tout comme celui de Louis-Philippe, brûlé publiquement place de la Bastille en 1848. Pourtant, bien que discrètement, voire honteusement, le symbole revient avec ce mobilier pour le Conseil des ministres, présent à Versailles, dont le siège présidentiel présente un dossier plus haut et plus ouvragé. Et plus encore avec le siège du président de la République pour le défilé du 14 juillet. Isolé à l'avant de la tribune, il trouve place sous un grand velum tricolore, reprenant les codes qui marquent le trône depuis ses origines : gradin et dais. Chassez les symboles, ils reviennent au galop...

Pierre CARINI

Trônes en majesté, exposition présentée au château de Versailles jusqu'au 19 juin 2011, tous les jours, sauf le lundi, de 9 h à 17 h 30. www.chateauversailles.fr

Un très bel ouvrage, de Jacques Charles-Gaffiot (commissaire de l'exposition, historien de l'art, et spécialiste de l'iconographie occidentale) est à l'origine de cette exposition, éd. du Cerf, 344 pages, 250 illustrations, prix franco : 49 €. 

Ce journal vous a plu ?

**Avez-vous pensé à le faire
connaître autour de vous ou à
y abonner un ami ?**

Souscription

L'un a du superflu, et l'autre manque du nécessaire

(Plutarque - Les symposiaques)

Oui, ce sont sous les auspices de Plutarque que je place notre souscription 2011, car cette citation du moraliste grec me semble particulièrement bien convenir à notre situation...

D'habitude, à la même époque de l'année, prévisions et comptes faits, je peux chiffrer exactement nos besoins et fixer l'objectif que notre souscription doit atteindre afin de pouvoir équilibrer notre budget. Cette année il n'en est pas de même. Certes je sais que 12 000 euros nous sont indispensables pour y parvenir, mais une grande incertitude règne en ce qui concerne nos locaux.

Comme vous le savez, la mairie de Paris, propriétaire de l'immeuble, a refusé de renouveler notre bail et entrepris de nous expulser. Pour l'instant les démarches que nous avons entreprises auprès d'elle sont restées sans réponse. Il est certain que si nous devons envisager à terme un déménagement et retrouver des locaux pas trop mal situés et d'une surface nous permettant de poursuivre nos activités (en particulier les *Mercredis de la NAR*) nous allons avoir à supporter des frais très importants.

C'est dire que les 12 000 euros dont je parlais ne sont qu'une « somme-plancher » qui nous est nécessaire. Nous vous tiendrons bien sûr au courant de l'évolution des événements. Mais sans attendre il est urgent de commencer à alimenter la souscription.

Je sais que je peux compter sur vous

Faire un don

Yvan AUMONT

Chèques à l'ordre de *Royaliste* en précisant "pour la souscription".

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 12 et 20 avril** – Pas de conférence en raison des vacances de printemps.

● **Mercredi 27 avril** - Professeur émérite à l'université de Paris IV-Sorbonne, spécialiste reconnu de l'histoire de l'Allemagne, **Jean-Paul BLED** a publié des ouvrages de référence sur François-

Joseph, Frédéric Le Grand, l'Histoire de la Prusse... Son dernier livre dresse le portrait nuancé d'un homme d'État qui a forgé l'Allemagne moderne et dominé la politique européenne dans la seconde moitié du XIX^e siècle : « **Bismarck** ».

Le personnage, devenu mythique, qui a vécu les révolutions de 1848, vaincu l'Autriche-Hongrie à Sadowa, battu la France et conquis l'Alsace-Lorraine, mené le combat contre l'Église et surtout créé l'unité allemande, fut-il le précurseur de Hitler ? Ce conservateur qui organisa un système social plus avancé que celui de la III^e République était étranger au racisme et à l'antisémitisme ; il n'a jamais recherché la domination de l'Allemagne sur le reste du monde. Mais la réunification de l'Allemagne après la chute du Mur fut bien sa victoire posthume.

ABONNEMENT - ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

Vous pouvez également nous transmettre une liste d'adresses et nous enverrons aux personnes en question un spécimen gratuit avec une proposition d'abonnement.

CARTES

Les cartes d'adhérents pour 2011 ont été envoyées avec la dernière *Lettre aux adhérents* qui accompagnait les documents préparatoires au Congrès. Seuls les adhérents à jour de cotisation l'ont reçue.

Si ce n'était pas votre cas vous voyez ce qu'il vous reste à faire ...

CONGRÈS

Le Congrès de la NAR s'est tenu les 9 et 10 avril. Les textes des motions adoptées ainsi que la Déclaration de politique générale qui fixe les lignes directrices de notre mouvement pour l'année à venir seront publiés dans le prochain numéro de *Royaliste*.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Non a la bonne conduite !

On ne va pas se laisser em...bêter !

Je voulais consacrer mon éditorial à un examen approfondi de la crise de la zone euro mais il me paraît nécessaire d'opposer une résistance totale à l'obsession courante qui a pour nom *Front national*. Pendant treize mois, nous risquons de vivre dans un bruit médiatique assourdissant, dans une agitation politicienne épuisante qui se résument au ressassement des questions que nous avons déjà entendues mille fois pendant la période des cantonales : le Front a-t-il encore progressé dans les sondages ? Marine Le Pen est-elle l'héritière de son père ? Que faire pour battre Marine Le Pen ? Qui fait le jeu de Marine Le Pen ? Qui est le meilleur antifasciste de France ?

Cela signifie que tout le débat et que toutes les stratégies politiques vont être engluées dans l'obsession frontiste. C'est idiot. On met au premier plan un parti qui n'est pas capable de prendre le pouvoir, ni de l'exercer. On traite superficiellement des questions décisives qui concernent la crise de l'euro, la politique chinoise, le jeu de l'Allemagne. On oublie comme d'habitude la guerre en Afghanistan. On commence à se lasser de la guerre de Libye. Il est beaucoup plus excitant de disserter sur le retour de la fameuse « bête immonde », de jouer à se faire peur en évoquant une menace fasciste que même le papa de Marine ne voulait pas incarner, d'organiser des comités de vigilance dont on a pu mesurer, aux alentours de l'an 2000, la formidable efficacité.

Mais il ne faut pas se moquer : la vigilance antifasciste, c'est une inquisition aussi méchante et aussi bête que la vigilance anticomuniste au temps de la guerre froide. Souvenons-nous : il fallait que les communistes soient le Mal absolu, indéracinable, irrésistible ; les Rouges allaient gagner, les chars russes seraient bientôt à Paris ! Expliquer que le modèle soviétique était épuisé, c'était baisser la garde ; critiquer le capitalisme,



c'était parler comme Georges Marchais ; dire que les communistes étaient des patriotes, c'était se signaler comme agent de Moscou. Et voici que les inquisiteurs reviennent par la gauche – celle du *Nouvel observateur* et de *Libération* où l'on a déjà dressé la liste des passeurs clandestins de la marchandise frontiste (1). On connaît aussi la nomenclature des thèmes proscrits et des mots interdits. Naguère, le patronat s'opposait à toute référence au « progrès ». Aujourd'hui, on marque au fer ceux qui annoncent la sortie de l'euro, réclament du protectionnisme et dénoncent l'oligarchie : tous complices de Marine Le Pen ! La bonne conduite, c'est de diaboliser et d'invectiver du

matin au soir, sans voir que la Maudite se porte comme un charme et qu'elle est très utile à ceux qui n'ont pas d'autre moyen de défier les chiens de garde des hautes classes. Le paradoxe ne gêne pas plus qu'à l'époque du premier Front national, qui a tiré de substantiels profits électoraux de la détestation officielle...

Mais alors, que faire ? Ni plus ni moins que d'habitude : agir selon nos convictions. Traîtres au gaullisme ou au socialisme patriote, les agents troubles de Marine Le Pen ne nous téléphonent pas : ils savent que la Nouvelle Action royaliste ne servira jamais de passerelle vers le nationalisme xénophobe. Lorsque Marine Le Pen présentera son programme pour la présidentielle, nous en ferons la critique et nous tirerons, quant à l'évolution du phénomène frontiste, nos propres conclusions. Pour le reste, qui est l'essentiel, nous ne cesserons de proclamer que l'euro est entré dans sa phase terminale et qu'il est urgent de préparer une sortie de crise conforme à nos intérêts nationaux par un plan de nationalisations, de contrôle de la circulation des capitaux, de contrôle des prix et de planification de notre redressement industriel dans le cadre d'une économie protégée.

Nous savons que des experts en copier-coller piquent dans l'arsenal des économistes hétérodoxes des éléments de langage à l'intention de Marine Le Pen. Nous dénoncerons ces récupérations incohérentes qui n'ont pas plus de portée que les formules gaulliennes rédigées par Henri Guaino à l'intention du président des riches.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. sur mon blog la chronique que j'ai consacrée aux attaques lancées contre Philippe Cohen : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2924>